

## 2 Politique

## Réconciliation nationale

## Ces pistes jusque-là sans lendemain



Le président de l'UPNR, Louis-Gaston Mayila.



Le leader du CLR Jean-Boniface Assélé.



Le vice-président de l'UN, Casimir Oye Mba.

## ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

**Parmi les principaux acteurs qui semblent très inspirés dans la recherche d'une sortie définitive de la crise post-électorale dans notre pays, Louis-Gaston Mayila de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), Casimir Oyé Mba de l'Union nationale (UN) et, récemment Jean-Boniface Assélé du Centre des libéraux réformateurs (CLR). Mais jusqu'à présent le constat est que les pistes qu'ils ont esquissées semblent n'emballer personne. Et chaque bord politique campe toujours sur ses positions.**

DEPUIS quelques semaines, la "réconciliation nationale" semble revenir dans le vocabulaire de certains acteurs politiques, tous bords confondus. Une expression utilisée dans le

but d'une sortie de la crise post électorale issue du scrutin présidentiel du 27 août 2016. Tout récemment encore, plusieurs pistes ont été esquissées. Du côté de l'opposition, on notera que c'est davantage le président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), Louis-Gaston Mayila qui s'est signalé en proposant la mise en place d'un "Comité provisoire" composé "des personnalités qui adhèrent à l'idée d'une réconciliation nationale et qui vont œuvrer pour la faire progresser, sur les ondes, dans les esprits, les états-majors et tous les lieux des rencontres".

L'idée a été émise au cours d'une cérémonie consacrée à la présentation des vœux au leader de l'UPNR par ses militants, il y a bientôt deux semaines déjà. Mais, à ce jour rien de concret ne présage de l'exploitation de cette piste pour ramener la sérénité et

la cohésion pour le moins malmenées par les conséquences de la crise post-électorale dans notre pays. Toutes choses de nature à prêter à cette nouvelle initiative de l'ancien président du Conseil économique et social (CES), le même sort que les précédentes émises par lui. C'est-à-dire "sans lendemain"...

En effet, Me Mayila a commencé à réfléchir sur la sortie de crise au Gabon, peu de mois après la fin du processus électoral relatif à la Présidentiel de 2016. A cette époque, se souvient-on, l'homme avait proposé un Dialogue national sous l'égide de la Communauté internationale et qui rassemblerait autour d'une table la classe politique gabonaise. Cette idée n'avait pas reçu l'adhésion des autres acteurs politiques, tous bords confondus. Ce d'autant plus qu'avant la tenue d'un Dialogue que le pouvoir avait

voulu inclusif, l'opposition dite "radicale", aujourd'hui regroupée au sein de la Coalition pour la nouvelle République (CNR), avait organisé "son Dialogue". Malgré tout, au lendemain des assises organisées à l'initiative du président Ali Bongo Ondimba, Louis-Gaston Mayila revenait à la charge pour prôner un "troisième Dialogue", toujours sous les auspices de la Communauté internationale, notamment l'Onu, l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA). Une idée brillamment battue en brèche par les principaux participants au Dialogue d'Angondjé, et demeurée, elle aussi, "sans lendemain". Cela, malgré le soutien d'un des vice-présidents de l'Union nationale, notamment l'ancien Premier ministre Casimir Oye Mba qui avait également appelé à un "troisième Dialogue" pour une sortie de la crise post électorale.

**LIENS FORMIDABLES** • Manifestement, cet échec n'avait pas entamé la détermination du président de l'UPNR à contribuer au retour de la cohésion nationale au Gabon. Loin s'en faut. C'est ainsi que peu avant la fin de l'année 2017, il a proposé la mise en place d'une Confédération des partis politiques pour l'unité nationale. "La création d'une Confédération des partis politiques, avait déclaré Me Mayila, montrera aux Communautés nationale et internationale que le Gabon est un pays de Dialogue, que les Gabonais renoncent à la violence"... A ce jour, cette initiative aussi est demeurée "sans lendemain"... Du côté de la majorité, c'est la voix de Jean-Boniface Assélé qui s'est faite récemment entendre. Le président du CLR, le deuxième parti (après le PDG) au sein du camp qui soutient l'action du chef de l'Etat, a appelé à une "rencontre entre

Ali Bongo Ondimba et Jean Ping". Soutenant que "Louis-Gaston Mayila, Jean Ping, Zacharie Myboto, Casimir Oye Mba et d'autres sont prêts à discuter avec le président Ali Bongo Ondimba".

Tout en demandant au directoire de sa formation politique d'œuvrer pour une telle éventualité, le général à la retraite n'avait pas manqué de "mettre en garde" ceux qui sont autour du président de la République de "ne pas faire barrage".

Jusqu'à présent aucune voix ne s'est encore élevée pour apprécier cette initiative du premier maire adjoint de Libreville. Faut-il là aussi y prêter un "sans lendemain" ? Certains pourraient s'y risquer. D'autres non, au regard des liens qui unissent Ali Bongo Ondimba à Jean-Boniface Assélé qui, lui, a affirmé entretenir des "liens formidables" avec Jean Ping.

## Législatives 2018

## Bruno Ben Moubamba en concertation avec le VPR

## J-C.A

Libreville/Gabon

**Le président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), qui est allé recueillir des précisions sur les modalités d'organisation des futures échéances électorales, s'est dit satisfait des éclaircissements apportés par le vice-président de la République (VPR). Tout comme il a dit espérer que celles-ci se dérouleront dans de bonnes conditions.**

AU moment où la classe politique se prépare à solliciter les suffrages des populations, lors des Législatives fixées en avril prochain par la Cour constitutionnelle, le vice-président de la République (VPR), Pierre-Claver Maganga Moussavou, a reçu, hier, à son cabinet, le président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), Bruno Ben Moubamba. Ce dernier est



Une phase de l'échange entre le VPR Maganga Moussavou et le président de l'ACR Ben Moubamba.

allé lui faire part de ses appréhensions, suite à la décision de l'Exécutif de tenir lesdites consultations aux dates susmentionnées, alors que, d'après lui, les préalables à l'organisation de cette consultation ne sont pas encore satisfaisants. En fait, Bruno Ben Moubamba a voulu avoir des précisions sur le calendrier électoral qui comporterait

des zones d'ombres, a-t-il affirmé. Le passage de la Cénap au CGE a également constitué une préoccupation pour le président de l'ACR qui a déclaré qu'il est important que les futures consultations électorales se déroulent sans contestation et que tout malaise soit dissipé. Pour lui, en effet, le vote doit se dérouler dans le respect des normes et des



Plusieurs collaborateurs du VPR étaient présents à l'audience.

valeurs républicaines. A l'entendre, les réponses et éclaircissements obtenus du VPR l'ont totalement satisfaits, notamment pour ce qui est de la mise en place du Centre gabonais des élections (CGE). L'ancien vice-Premier ministre l'a du reste déclaré à sa sortie d'audience. Malgré tout, a-t-il souligné, il continue de s'interroger sur la date du

mois d'avril arrêtée par le gouvernement pour l'organisation desdites élections. La question du redécoupage a également figuré en bonne place des échanges entre les deux personnalités car, pour le président de l'ACR, il est important que l'opinion sache comment celui-ci va s'opérationnaliser. D'où sa volonté de continuer à travailler avec le VPR, notam-

ment pour ce qui relève de l'application des Actes du Dialogue d'Angondjé auquel tous deux avaient pris part activement. C'est dans ce sens qu'il a dit espérer que "les 143 futurs députés seront élus sur des bases claires, sans contestation aucune". Non sans appeler au patriotisme des uns et des autres afin que le scrutin se déroule dans de bonnes conditions pour des lendemains électoraux apaisés.

Enfin, il a annoncé la participation de sa formation auxdites élections. Rejoignant ainsi de nombreux leaders de l'opposition, dont le vice-président de l'Union nationale (UN) Casimir Oye Mba, et bien d'autres acteurs de l'opposition qui se sont récemment prononcés en faveur d'une participation de l'ensemble de l'opposition à cette grande consultation, capitale pour l'avenir politique du pays.